



Déclaration liminaire **Par Eric Guellec**

Monsieur le Président, chers collègues,

Une nouvelle fois, les mots d'Emmanuel Macron, en total décalage avec les aspirations et la volonté populaires, lui seront revenus de plein fouet...

Encore une fois, à l'occasion de la 9ème journée de mobilisation contre la réforme des retraites, nos concitoyennes et nos concitoyens se sont mobilisés en masse pour obtenir le retrait d'une réforme des retraites à 64 ans profondément injuste.

Des millions de Français et de Françaises sont de nouveau descendus dans la rue partout en France. Plus de 30.000 personnes ont défilé dans les rues de Brest.

Aujourd'hui, le contraste est saisissant entre d'un côté la force du mouvement social, de l'unité syndicale, légitimes, dignes, soutenus par une écrasante majorité de Français et de Françaises qui ne veulent pas de cette réforme, conduite depuis des mois par des leaders syndicaux animés d'un souci constant de mener des actions et des manifestations qui soient fermes mais pacifiques. Vous comprenez donc parfaitement que nous ne cautionnons pas les violences qui ont éclaté hier, pas plus que nous ne cautionnons celles qui ont éclaté précédemment. Nous les déplorons.

Et de l'autre côté donc, un Président de la République, manifestement sourd et aveugle, n'opposant au peuple que déni et mépris. L'utilisation du 49-3, véritable passage en force et court-circuitage parlementaire, n'en a été qu'une nouvelle illustration, enfonçant le pays dans une grave crise démocratique.

Redonner la parole au peuple est aujourd'hui le seul moyen pour sortir de l'impasse dans laquelle Emmanuel Macron a enfermé le pays, c'est la seule issue politique et démocratique. Le président doit tenir compte du Référendum d'Initiative Partagée souhaité par les Français et les Françaises. Tenir compte également des recours formulés devant le Conseil Constitutionnel.

Oui, nos concitoyens, après une vie au travail, ont besoin d'un système qui leur garantisse un niveau de vie digne, qui leur permette de pouvoir partir en retraite en bonne santé. Oui, ce projet de société, où la retraite est un nouvel âge de la vie, où chacun et chacune aurait le droit à une retraite à taux plein à 60 ans, est finançable. Oui, c'est d'augmentation des salaires, de création d'emplois et de moyens de formation dont le pays a besoin, pour répondre aux immenses besoins de production et de services, publics comme privés.

Continuons à nous mobiliser, à participer aux rassemblements et aux diverses initiatives pacifiques, pour contraindre le Président de la république à retirer ce texte illégitime.

Je vous remercie.